

ABONNEMENT.

Saumur :	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8
Poste :	
Un an	35 fr.
Six mois	18
Trois mois	10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. RICHARD et C^{ie},
Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne . . .	20 c.
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES !

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées sans restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. HAYAS-LAFFITE et C^{ie},
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

9 Mars 1874.

Chronique générale.

Il a été beaucoup question, à Versailles et à Paris, de négociations pour amener une fusion du centre droit et du centre gauche. Des journaux ont prétendu que ces négociations étaient très-avancées. Nos renseignements sont tout opposés. Cette fusion est une utopie, parce que les principes et les prétentions sont contradictoires ; il faut que le centre droit s'absorbe dans le centre gauche, ou le centre gauche dans le centre droit, ce que ni l'un ni l'autre ne veulent faire. Le centre droit n'a donc pas d'autre conduite à tenir que de rester étroitement uni avec la droite, sous peine de livrer de nouveau le pays à la domination néfaste de M. Thiers.

La commission de décentralisation a entendu la lecture du rapport de M. de Chabrol sur le projet de loi d'organisation municipale ; ce projet sera déposé avant les vacances de l'Assemblée et un des premiers discuté dans le commencement de mai.

La commission du budget a décidé de s'entendre avec le gouvernement au sujet d'une révision d'ensemble de la législation sur les sucres.

La commission chargée d'examiner les mesures à prendre pour éviter les collisions en mer a reconnu que sa compétence était assez restreinte. Il ne lui paraît pas possible de modifier, de son chef, un ensemble de règlements qui dépendent d'un concours international. Tout ce que la commission croit pouvoir faire, c'est de stipuler des pénalités sévères contre les capitaines français qui ne respectent pas les règles de prudence en usage dans notre marine.

Les membres de l'Assemblée commencent à s'occuper des vacances parlementaires de Pâques ; elles n'auront probablement pas lieu avant la fin du mois ; le gouvernement désire qu'elles ne se prolongent pas au-delà des premiers jours de mai, afin de ne pas retarder l'organisation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon. Si la commission des Trente n'a pas terminé son travail pour cette époque, le gouvernement est résolu à prendre l'initiative de la présentation d'un projet de loi.

On annonce que le ministère de l'intérieur vient d'interdire la mise en vente d'une photographie de M. le comte de Chambord entouré de MM. de Francieu, Belcastel, de Tréville, Cornulier-Lucinière, Dezanneau, d'Aboville, du Temple. En quoi cette photographie a-t-elle pu offenser le ministère de l'intérieur ?

Mais aussi que signifie cet accolage de monarchistes autour du comte de Chambord ?

On assure que les comités conservateurs

de la Gironde maintiennent la candidature de l'amiral Larrieu.

M. de Forcade la Roquette pose sa candidature dans la Gironde pour l'élection du 29 mars. L'ancien ministre de l'empire se présentera surtout, dit-on, comme libre-échangiste.

Par suite de l'élimination de plusieurs impôts importants, on pense que le projet du ministre des finances, établissant un droit sur les transports à petite vitesse, a de grandes chances d'être adopté.

TOUJOURS M. OLLIVIER.

Voici, dans le discours que M. Emile Ollivier devait lire à l'Académie française, la phrase qui a été cause des incidents à la suite desquels la réception de l'ex-ministre de Napoléon III a été indéfiniment ajournée :

« Inaccessible toutefois aux aveuglements volontaires, il n'avait pas poursuivi de ses prévisions le prince héritier du nom et du pouvoir de Napoléon. Plus d'une fois, il considéra ses actes comme des fautes, sans qu'il se laissât cependant entraîner à méconnaître la valeur générale de cette haute personnalité. « Après une conversation suivie de beaucoup d'autres dans ses *Mémoires politiques*, je reconnus l'homme d'Etat le plus fort et le plus sérieux de tous ceux, sans aucune exception, que j'eusse connus dans ma longue vie parmi les hommes d'Etat. » S'il l'avait approché davantage, s'il avait éprouvé son grand cœur, son esprit formé de charme et de justesse, la douceur de sa majesté paisible ; s'il était devenu le confident de ses pensées uniquement tournées au bien public et au soulagement de ceux qui souffrent ; s'il avait été témoin de la loyauté avec laquelle il a fondé et mis en pratique les institutions les plus libres que notre pays ait encore connues ; s'il l'avait contemplé modeste pendant la prospérité, auguste pendant l'infortune, il aurait fait mieux que lui rendre justice, il l'eût aimé. »

M. de Lamartine n'avait pas plus que M. Emile Ollivier les qualités nécessaires pour apprécier la valeur d'un homme d'Etat.

Les jugements portés par l'ex-ministre de Napoléon III sur les œuvres de M. de Lamartine indiquent clairement que M. Emile Ollivier n'est pas meilleur juge en littérature qu'en politique. L'éloge des académiciens morts est devenu une sorte de cliché dans la bouche de leurs successeurs ; mais M. Ollivier pousse l'hyperbole au delà de toute mesure. Il va jusqu'à dire que l'apparition des premières *Méditations* de M. de Lamartine, en 1820, « marque une date aussi importante dans les annales de notre esprit national que celles du *Cid*, de *Tartuffe* et de *Phèdre*. »

M. Emile Ollivier loue, sans aucune réserve, le poème de *Jocelyn*, œuvre panthéiste et plaidoyer en faveur du mariage des prêtres.

Même absence complète de critique pour l'*Histoire des Girondins*, un véritable roman malsain et dont la publication a été le prélude de la révolution de 1848.

Les autres œuvres historiques de M. de Lamartine ne sont que de piloyables compilations.

Dans le portrait de l'homme politique, M. Emile Ollivier a cherché évidemment à se montrer lui-même sous les traits de M. de Lamartine.

En résumé, l'Académie et le public n'ont pas beaucoup à regretter de n'avoir point entendu M. Emile Ollivier lire son discours.

Le *Figaro* a publié le discours de M. E. Augier en réponse à celui de M. Emile Ollivier.

M. Augier loue la sincérité de M. Ollivier, son dédain pour la popularité, ses efforts dans la vie publique pour concilier l'ordre et la liberté ; il qualifie de noble et de véridique le portrait qu'a fait de Napoléon, dans son discours, M. Ollivier ; il rappelle les circonstances dans lesquelles l'Académie, gardant le culte des libertés, sinon de la liberté, élut M. Ollivier, s'associant ainsi au mouvement de l'opinion publique qui souhaitait la modification du système impérial ; il ajoute que le titre de M. Ollivier à l'Académie était l'éloquence politique, laquelle a toujours été représentée dans son sein.

Il y a controverse pour savoir comment ce journal s'est procuré les deux discours de M. Ollivier et de M. Augier, et s'il a été autorisé à les publier par leurs auteurs.

Samedi, *Paris-Journal* publiait dans sa première page :

« Vendredi matin, nous nous sommes rendus chez l'illustre académicien pour lui demander communication de son manuscrit. »

M. Emile Augier paraissait peu disposé à autoriser cette publication. Il ne se trouvait pas, nous a-t-il dit, dans les mêmes conditions que M. Emile Ollivier ; son discours ne lui appartenait pas, puisqu'il devait le prononcer au nom de l'Académie ; puis il craignait qu'on ne l'accusât d'avoir voulu courir après le bruit et la réclame.

Néanmoins l'auteur de la *Cigüe* voulut bien nous promettre de nous donner copie de ce discours dans la soirée si ses collègues de l'Académie, qu'il devait consulter dans la journée, lui conseillaient de livrer son œuvre à la publicité.

L'avis de l'Académie a été contraire à la publication, paraît-il, car M. Emile Augier a formellement interdit au secrétaire de l'Institut de donner communication à qui que ce soit de son discours.

Si donc ce discours était publié, ce serait par surprise et contre la volonté expresse de M. Emile Augier.

Voici donc un incident nouveau dans cette question.

La scène qui s'est passée à l'Académie entre M. Guizot et M. Emile Ollivier a été, dit-on, bien plus violente encore que les journaux ne l'ont raconté.

On écrit de Toulon :

On a essayé ces jours derniers, à Toulon, un nouveau type de canonnière cuirassée, que l'on a perfectionnée de manière à pouvoir la faire circuler à grande vitesse sur terre et sur mer.

Ces petits navires, très-ras sur l'eau, ont sur le pont un réduit cuirassé, percé de six sabords et de dix-huit créneaux.

Formées de seize blocs, machine comprise, qui peuvent se démonter et se remonter en quelques heures, ces canonnières

pourraient, au besoin, livrer un combat naval sur les côtes de Provence, être emballées au chemin de fer et combattre encore, trente-six heures après avoir traversé la France de bout en bout par les voies ferrées.

La canonnière type a obtenu, dans ses expériences, une vitesse moyenne de huit nœuds.

Démontée, elle tient huit wagons.

On écrit de Strasbourg, 3 mars :

Hier, un certain nombre de journaux de Paris, arrivés par la poste à huit heures du matin, n'ont été distribués que dans le courant de la journée, tels que le *Charivari*, la *Gazette de France*, tandis que la plupart des autres n'ont pas été distribués du tout. On a appris en effet que, par application de la loi française sur les journaux étrangers, la présidence supérieure avait décidé qu'à l'avenir les journaux français seront préalablement parcourus par des commissaires spéciaux, afin qu'on puisse retenir ceux qui pourraient paraître d'un contenu dangereux.

Un timbre ou visa particulier est apposé désormais sur ceux des journaux français qui ont subi cette censure et sont admis à circuler. La *Gazette de France* d'hier portait déjà cette estampille. Il est présumable que cette mesure ne sera que temporaire, mais il faut avouer que peu de personnes voudraient être à la place du fonctionnaire auquel va incomber la nouvelle attribution de lire tous les journaux politiques français qui ont des abonnés en Alsace-Lorraine.

Dès hier, la saisie a frappé une certaine quantité de journaux parisiens. De ce nombre, on peut citer le *Temps*, d'ordinaire si modéré et si prudent ; les *Débats*, l'*Assemblée nationale*, le *Figaro*, le *XIX^e Siècle*, le *Siècle*, le *Moniteur*, le *Monde*, la *Presse*, la *Patrie*, la *République française*.

Gazette parlementaire.

Séance du 6 mars.

M. Christophle a fait les efforts les plus louables pour donner à son interpellation toute l'importance qu'il lui assignait dans son esprit.

C'est par les précautions oratoires les plus solennelles qu'il a commencé son discours.

« Le terrain est brûlant, a-t-il dit ; aussi je jure en toute sincérité que je ne sortirai pas du cercle dans lequel je veux m'enfermer. »

Et de fait il n'en est pas sorti, parce que le cercle était à sa taille, mais il s'y est démené de son mieux, sans réussir à mettre M. le ministre de l'intérieur dans son tort.

L'orateur, en somme, s'est borné à un parallèle entre l'article du *Figaro*, qui n'est pas poursuivi, et un article précédent du *XIX^e Siècle*, qui a valu à ce journal une interdiction de vente sur la voie publique.

Le *Figaro* menaçait l'Assemblée d'un coup de force ; le *XIX^e Siècle* avait attaqué avec virulence et sans justice le président de l'Assemblée.

Le premier était donc plus coupable que le second, puisqu'il s'adressait à l'Assemblée elle-même, et cependant le second seul a été frappé.

Dès lors le ministère a deux poids et deux mesures ; il n'est plus un gouvernement d'ordre moral, mais un gouvernement de combat.

